

18.01 Simon Moutquin (Ecolo-Groen): Madame la présidente, monsieur le ministre, je suis assez inquiet de constater que, depuis quelques semaines au Maroc, on fait face à une immense campagne de *outing*. Cela consiste à dénoncer son voisin, sa voisine, son partenaire, sa famille en général, d'une homosexualité avérée ou prétendue.

Cela se fait en diffusant des photos des personnes concernées ou des numéros de gsm, sur la toile. C'est une vraie chasse aux sorcières qui s'est entamée depuis quelques jours. Il y a une peur et une inquiétude incroyable des personnes homosexuelles au Maroc. On parle d'individus poussés au suicide.

Je pense que vous avez connaissance de la situation. En effet, elle est inquiétante.

Comme d'habitude, il y a un silence des autorités marocaines sur cette question. Il faut quand même rappeler que, dans la loi marocaine, l'acte sexuel entre deux personnes de même sexe est toujours condamné: 170 personnes ont été poursuivies ou condamnées en 2018 pour cette raison.

Monsieur le ministre, avez-vous connaissance de cette véritable chasse aux sorcières qui a lieu actuellement au Maroc? Quel soutien la Belgique peut-elle apporter à ces personnes? Quels contacts allez-vous entreprendre avec les autorités marocaines à ce sujet?

La dernière question concerne davantage votre collègue M. De Croo. Qu'est-il envisageable en termes d'accord économique avec le Maroc? Je sais que ces accords sont conditionnés au respect des droits humains, et notamment que des projets genrés sont mis en place. Des projets autour des droits des personnes LGBT pourraient-ils être envisagés?

18.02 Philippe Goffin, ministre: Madame la présidente, monsieur Moutquin, comme vous, nous avons été informés de la situation via les médias. La Belgique n'a pas été contactée directement ou indirectement par les personnes qui ont été victimes de harcèlement. Les discussions sur les droits de l'homme, y compris la lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, constituent un thème récurrent dans les contacts bilatéraux avec le Maroc.

De plus, à l'occasion de la Journée mondiale de

lutte contre l'homophobie et la transphobie en mai 2019, notre ambassade à Rabat a co-organisé, avec la délégation de l'Union européenne, une réunion sur les droits LGBTI. Cette réunion, à laquelle ont assisté des représentants des banques de développement, des agences des Nations Unies et des agences de coopération, avait pour objectif d'échanger des informations sur les initiatives emblématiques relatives à la promotion et la protection des droits des personnes LGBTI au Maroc.

Les relations économiques entre la Belgique et le Maroc sont, dans une large mesure, définies par la politique de l'Union européenne dans ce domaine. Le Maroc a un accord d'association avec l'Union européenne depuis 2000. Comme vous le savez, il s'agit d'un type spécifique d'accord international visant à une coopération de grande envergure.

Les accords portent en particulier sur la coopération économique et le commerce mais concernent également le renforcement de l'État de droit et la protection des droits de l'homme. Le principe est d'œuvrer au développement dans un climat de paix, de sécurité et de stabilité dans le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux.

Un des quatre domaines prioritaires de la coopération entre le Maroc et l'Union européenne comprend le domaine de la convergence des valeurs, afin de favoriser un alignement plus profond autour des principes fondateurs et directeurs du partenariat dont les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la lutte contre le discours de haine, l'intolérance, la stigmatisation et la discrimination.

Le Conseil d'Association qui définit les priorités du dialogue politique et la coopération régit les relations entre l'Union européenne et le Maroc. La dernière réunion du Conseil d'Association a eu lieu le 27 juin 2019.

18.03 Simon Moutquin (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je sais votre intérêt pour les questions d'égalité LGBT en général et je vous en remercie. J'avais suivi l'action qui a eu lieu en mai 2019. Vous m'expliquez ne pas avoir été contacté par les victimes de cette chasse aux sorcières. On peut aisément imaginer qu'elles ont vraiment peur de contacter qui que ce soit en ce moment. Même les associations officielles de défense des personnes homosexuelles vivent cachées ou sont du moins discrètes au Maroc.

Monsieur le ministre, je vous encourage dès lors vivement à effectuer un travail à la fois d'analyse, d'expertise et de dialogue avec les autorités marocaines sur cette question.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Collega's, dan sluiten wij deze sessie hier af. Mijnheer de minister, ik wil u bedanken voor de uitstekende kwaliteit van het geluid en voor uw concrete antwoorden. Ik wil ook de collega's bedanken die hun vragen hebben omgezet in een schriftelijke vraag, waardoor deze sessie haalbaar werd. Op die manier hebben wij onze agenda kunnen afwerken.

Mijnheer Moutquin, de regeling van de werkzaamheden is nog niet aan de orde. De minister deed een geste door ons aan te kondigen wanneer een volgende vergadering met mondelinge vragen plaatsvindt, waardoor hij ons dus eigenlijk voor was. Wij hebben goed genoteerd dat op dinsdag 19 mei in de voormiddag opnieuw mondelinge vragen behandeld worden. Collega's, u kunt uw vragen al indienen.

Bedankt, mijnheer de minister.

*Le développement des questions et interpellations se termine à 12 h 45.
De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 12.45 uur.*